



HAL
open science

La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine

Hélène Rivière d'Arc

► **To cite this version:**

Hélène Rivière d'Arc. La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine. Cahiers des Amériques Latines, 2006, pp.63-74. halshs-00221441

HAL Id: halshs-00221441

<https://shs.hal.science/halshs-00221441>

Submitted on 22 Feb 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Hélène Rivière d'Arc*

La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine

En principe, le géographe part de l'idée que le pouvoir a besoin d'un territoire pour s'exprimer. Le territoire-réseau relève d'une combinaison entre le territoire physique et le territoire social sur lequel s'exerce la gouvernance. On suppose qu'un réseau d'acteurs prend en charge et régule le territoire-réseau. L'ensemble de ces relations participerait de l'aménagement. Cette idée n'est pas nouvelle. Dès les années 1960, on parlait de « réseaux urbains », une notion qui rendait compte des fonctions tertiaires hiérarchisées des villes dans un espace donné¹. Ce type de configuration, très technique bien que dépendant de la hiérarchie des pouvoirs locaux, était dessiné à partir du repérage de flux matériels, de flux immatériels et de la mobilité des personnes. Le perfectionnement de l'approche supposait la mesure de ces flux et de leur fréquence dans un temps donné.

* Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), UMR 7169.

1. Dans la géographie française, un des théoriciens des réseaux urbains est Michel Rochefort qui travailla aussi bien en France (Université Paris I) qu'à l'USP de São Paulo entre 1960 et 1990. Il fut sans doute un des pionniers du concept de réseau urbain, mais aussi un des passeurs de son usage et de sa fortune au Brésil.

La cohérence hiérarchique dans la distribution des fonctions tertiaires était supposée révéler le degré de développement d'un territoire. Lorsque le réseau était tronqué, on pouvait considérer le territoire comme sous-développé. C'est ce qui fut dit fréquemment à propos des réseaux urbains brésiliens dans les années 1970-1985. La relation entre les villes (ou les sites, ou les régions) devenait alors politique, parfois idéologique, dans le sens où elle devenait révélatrice du sous-développement ; la hiérarchie tronquée exprimait en effet l'inégalité entre les territoires, mais aussi des phénomènes de dépendance.

Le principe de planification, et l'objectif que son application visait qui rendait compte de tout cela, s'étant éloigné, on parle aujourd'hui de réseaux de villes – et non plus « urbains » – dont les inter-relations (entre elles) sont formatées par la mondialisation. En effet, l'expression « réseau de villes » renvoie à l'horizontalité sur l'étendue d'un territoire, fut-il celui de la planète, et à l'absence de hiérarchie entre les sites, sauf si cette dernière recouvre une situation de concurrence (sur le plan économique ou sur le plan symbolique/prestigieux).

À quoi servent alors ces nouveaux réseaux (étant entendu qu'un réseau de villes est en général composé d'institutions localisées) à l'heure de la mobilité et de la circulation des modèles et des idées ? Il y a sans doute là une nouveauté par rapport au passé. Autrement dit, comment une nébuleuse de sites mise en réseau par l'action des politiques, des opérationnels ou des experts, supposés influencer simultanément les pouvoirs et/ou les acteurs locaux, parvient-elle à imposer la crédibilité de l'enjeu qui fonde l'existence du réseau² ?

Il est intéressant d'observer la circulation des idées émises par les professionnels et les experts des questions urbaines en Amérique latine ou dont l'Amérique latine constitue le substrat, car c'est le continent qui s'est le plus rapidement « urbanisé » au sens de « concentration de population » (*urban settlement*), au cours des cinquante dernières années. Le phénomène prenait d'ailleurs une telle ampleur dans les années 1960-1970 que les démographes, affolés, allaient se tromper sur son avenir. En même temps, de très nombreux experts se penchaient alors sur lui, confrontant leurs inquiétudes entre eux, parfois aussi avec les chercheurs et les opérationnels, organisés à leur tour en réseaux internationaux d'institutions et/ou d'individus.

Une métaphore, proposée par les économistes, celle du *main stream*, exprime de façon très pertinente la hiérarchie entre réseaux et non plus entre sites, le courant le plus fort parvenant souvent par un phénomène de captation à subordonner les autres, à changer leur orientation ou à entraîner leur disparition, dans sa conquête du territoire. On pourrait sûrement appliquer la métaphore à la question de l'urbanisme et aux questions d'aménagement urbain.

2. C'est à ces questions appliquées à un monde d'acteurs beaucoup plus large que ceux des opérationnels de l'urbain que Manuel Castells consacre sa trilogie *La société en réseaux* [1991].



Les années 1990 consacrent la multiplication et l'affirmation des réseaux comme gage de légitimité institutionnelle (ils se font interlocuteurs) et de crédibilité politique et/ou scientifique. Des informations sur la création de réseaux institutionnels ou scientifiques apparaissent chaque jour sur les écrans. Dans une première étape, c'est l'intuition qui conduit à croire en la pérennité de l'un tandis que l'on juge l'autre voué à un destin éphémère. En même temps qu'ils se rendent visibles et semblent ainsi se légitimer, l'utilisation du Net, comme support de réseau dans la plupart des cas, brouille les cartes de la légitimité de ce dernier. C'est sa visibilité qui rend le réseau crédible plus que légitime. Alors que son acception traditionnelle faisait du réseau une forme plutôt opaque ou clandestine, il est aujourd'hui revendiqué comme instrument de connaissance et de circulation et sa visibilité est un atout. Faire partie d'un réseau familier de certains concepts réinventés pour l'usage international est un signe fort de distinction. Un des exemples les plus emblématiques de ce propos est l'approche qui a été consacrée au club des *global cities* lorsque toutes les autres villes – même celles qui sont gérées par des programmes de gauche plus « endogénistes » – ont manifesté presque simultanément leur « préoccupation » d'appartenir au réseau ou de s'en sentir écartées³. Or, pour construire les images de ces villes et les faire circuler, les regards d'expert ou de chercheur doivent combiner le paysage de chacune d'elles avec les « recettes » de politiques urbaines. Ces images, associées à la vision d'un expert (individu ou collectif), s'imposent ensuite dans les réseaux et grâce à eux.

Quand le savoir – sur la ville –, dont un réseau donné est porteur, concerne de telles concentrations d'habitants dans l'Amérique latine d'aujourd'hui, il devient évident que l'on a recours à ce savoir pour comprendre la transformation des formes urbaines. Mais le paysage urbain (sédimentation/matérialisation de multiples durées) n'est-il pas aussi une force de résistance à l'offensive de l'immatériel, c'est-à-dire le réseau, même si l'existence de ce dernier est une garantie de la postmodernité ou plus encore de maîtrise de la mondialisation et, ce qui est encore plus important, de l'anticipation ?

Les réseaux de villes

Alors que, dans les années 1960, les géographes parlaient de réseaux urbains et les sociologues de réseaux intra-urbains⁴, supposant à une échelle régionale/historique et/ou nationale la présence d'une métropole d'équilibre et de villes intermédiaires, les années 1990 consacraient la mise en relation des villes entre elles à l'échelle internationale. Pourtant, cet effet de la mondialisation n'est

3. Pour Saskia Sassen, seules trois villes au monde sont des *global cities*, même si beaucoup d'autres réunissent de nombreux traits de la *global city*. Ces trois villes ont-elles entre elles des relations d'une intensité telle qu'elles forment un réseau ? Il semble que oui. Cependant, plusieurs auteurs, comme Marie-France Prévôt-Schapira, préfèrent parler de « club » [2001].

4. Par exemple les sociologues héritiers de l'École de Chicago.

pas nouveau lui non plus : des pans entiers du territoire latino-américain en témoignent et Serge Gruzinski nous signale qu'au XVIII^e siècle, « dans la vision enthousiaste de Balbuena, Mexico apparaît au cœur des réseaux marchands qui cernent la planète » ; plus loin, « Mexico, Naples, Lisbonne ou Goa sont des jalons sur la carte des liaisons planétaires [...] sur les interactions en tous genres qu'elles déclenchent » [Gruzinski, 2004].

Si l'on accepte l'idée qu'économiquement le fonctionnement en réseau se substitue à la planification et aide les municipalités à affronter la concurrence entre elles, excluant partiellement de cette dynamique l'environnement des villes ou, selon l'expression la plus employée en Amérique latine, la périphérie ; si l'on accepte aussi que les réseaux sociaux et socio-professionnels se substituent aux organisations corporatistes en renforçant par là même les instances clientélistes et lobbyistes, on comprendra l'enchevêtrement des fonctions des réseaux, tant de villes perçues métaphoriquement comme des acteurs (ou comme des corps avec cœur et organes) que de professionnels de la ville et aussi d'usagers de la ville.

En Amérique latine, où la décentralisation et l'ouverture économique ont créé dans les années 1980-2000 des situations et des responsabilités locales nouvelles, les villes, tiraillées entre l'idée de se donner un destin de villes globales rattachées à l'espace-monde et les responsabilités sociales, sont devenues partie prenante de réseaux locaux, régionaux et internationaux. Ce sont les gouvernements, les collectivités locales ou les communautés urbaines, selon les statuts administratifs et juridiques de chacune d'elles, qui les représentent dans ces instances.

Chacun de ces réseaux comprend un argument fondateur, des modalités d'expression, un champ de compétences. Ils sont liés le plus souvent à des familles politiques assez proches qui leur tiennent lieu de substrat culturel ou d'identifiant. On en déduira d'ores et déjà que l'adhésion d'une instance locale peut n'être que provisoire. Ainsi peut-on observer que certaines similitudes dans l'éventail des partis entre les pays d'Europe du Sud et les pays d'Amérique latine suggèrent la naissance de réseaux préoccupés de « social », à partir d'un milieu souvent analysé comme clientéliste. Le réseau mondial appelé « Villes de périphérie et démocratie participative », créé en 2002, en est une illustration. La justification de sa création est celle-ci :

« Nos traditions, nos expériences, sont distantes de nombreux kilomètres ; elles sont diverses dans leurs langues et leurs réalités urbaines, mais elles partagent une réalité commune : être aujourd'hui des collectivités locales "populaires" situées en "périphérie" de métropoles urbaines vastes caractérisées par un "centre" auquel elles sont liées.

On ne sera pas étonné de compter comme membre de ce réseau des collectivités territoriales comme Badalone, Bobigny, Nanterre, mais aussi une dizaine de municipalités brésiliennes gouvernées par le PT, comme Santo André, Guarulhos ou encore trois petits municipes des environs de Porto Alegre.



Échanges de « recettes », forums sur la place des espaces urbanisés périphériques dans le contexte de la mondialisation, conduisent parfois à l'énoncé de questions particulièrement intéressantes comme celle-ci, posée à Lille en 1999 dans un Forum des Cités-Unies, qui réunit des collectivités territoriales et des ONG dans une perspective plus Nord-Sud que la précédente, héritière de la pensée tiers-mondiste : pourquoi les villes du Premier Monde produisent-elles de l'exclusion et les villes du Troisième Monde de la pauvreté ?

L'existence de ces deux réseaux traduit certaines affinités entre les personnels politiques locaux et celui des professionnels porteurs de certaines compétences. Ces derniers peuvent se couvrir de plusieurs casquettes et appartenir en même temps ou offrir leurs services à des réseaux promus par les instances internationales. La question devient alors : peut-on appartenir en même temps à un réseau d'ONG et à un réseau soutenu par la Banque mondiale souvent vilipendée ?

C'est ainsi que les organisations internationales soutiennent leurs propres réseaux de villes et d'experts (sous contrat ou *free-lance*) dans la perspective de faire circuler un corpus d'idées et de propositions qui devront estomper leur potentiel conflictuel. Par ces réseaux, les propositions sur un nouveau partenariat public/privé et sur les critères de la bonne gouvernance ont émergé et se sont imposés lors de la Conférence d'Istanbul (1996) organisée par la CNUEH, même si la tendance à la reconnaissance des villes comme acteurs sur la scène internationale au même titre que les États y fut contestée. La Conférence de Johannesburg sur le développement durable en 2002 a, pour sa part, donné l'occasion à des réseaux de villes de se renforcer pour apporter des contributions communes. En Amérique latine, à l'initiative de la mairie de São Paulo, alors gouvernée par le PT, plusieurs municipalités se disant de gauche (Montevideo, Rosario, Porto Alegre, Buenos Aires...) qui revendiquaient une fibre sociale forte en un moment de « crise urbaine », ont présenté ensemble un document rappelant que le développement social conditionnait le développement durable, en particulier dans les villes des pays qui, pour la circonstance, redevenaient des pays du Tiers Monde.

Pour sa part, l'Union européenne a constitué une sorte de nébuleuse de relations entre les villes d'Europe et les villes d'Amérique latine. La nébuleuse comprend treize réseaux qui se sont tissés après que plusieurs thèmes fondateurs ont été avancés parmi lesquels : financement local et budget participatif, démocratie dans la ville, lutte contre la pauvreté, sécurité citoyenne, réseau drogue/ville. On retrouve là sans aucun doute les grands thèmes dont le traitement et la connaissance forment la base de la bonne gouvernance au sens des Nations unies et de la Banque mondiale ; ils servent à identifier les objectifs et les obstacles à cette bonne gouvernance. Le réseau donne l'impression que les expériences peuvent s'échanger et que

les priorités peuvent s'exprimer sans hiérarchie dans des va-et-vient qui excluent l'ancienne relation de domination contenue dans la relation Tiers Monde /Premier Monde. L'exemple le plus significatif à ce propos étant le rôle joué et largement répercuté dans les réseaux par les villes brésiliennes – surtout celles que gouverne le PT – qui ont mis en avant à tout va la nécessité de participation [Allegretti, 2005]. L'adhésion à l'un ou l'autre ou à plusieurs réseaux permet de soumettre des dossiers de demande de financement pour la réalisation d'un projet. L'interlocuteur local dans chaque réseau est en général la municipalité ou une institution publique comme une collectivité locale, mais si cette dernière inclut une ONG comme partenaire au plan local, celle-ci se trouve indirectement incluse dans l'organigramme du réseau. Les experts, évaluateurs des projets à la recherche de financement, sont parfois membres d'ONG, ou en ont été militants. Ils ont la possibilité et parfois la capacité de conviction suffisante pour transmettre les préoccupations que leur inspirent leur sensibilité ou leur fibre sociale que l'on retrouve parfois dans l'énoncé des projets élaborés dans ce contexte.

Des réseaux régionaux – Mercocidades par exemple, qui regroupe des villes du sud du Brésil, du Mercosur en général et Santiago du Chili – se sont formés autour de préoccupations communes, où la « formation des personnels municipaux » prend toujours une place importante⁵, mais aussi autour de la multiplication d'échanges culturels (circulation de troupes de théâtre, de spectacles musicaux, etc.) et la confrontation d'expériences comme les opérations de réhabilitation urbaine.

Professionnels, experts, chercheurs

Des réseaux de villes associant les collectivités locales ou certaines de leurs institutions, aux forums ou réunions desquelles se négocient les montages financiers et technologiques à moyen et long terme, où les experts ont leurs places ainsi que certaines ONG, parfois considérées comme des interlocuteurs plus souples que les institutions publiques, on passera aux réseaux de professionnels et de chercheurs.

S'appuyant sur des statuts juridiques nationaux (association, fondation, etc.), soit sur le statut qui leur est le plus favorable par rapport à leur raison d'exister, ces réseaux forment des « communautés virtuelles », selon l'expression de Manuel Castells [1991]. Nous citerons un peu plus avant quelques-unes des conditions qui nous paraissent alors essentielles pour « faire communauté ».

Professionnels et experts forment des réseaux fonctionnels, nationaux et/ou transnationaux, indépendants des pouvoirs publics. Ils peuvent aussi créer des micro-réseaux personnels qui projettent leurs intérêts dans les macro-réseaux

5. La formation des personnels locaux est une des grandes recommandations des organisations internationales. Ces dernières s'associent d'ailleurs généralement à ces cycles de formation.



fonctionnels. Leur réputation est liée à l'appartenance au réseau, ou à plusieurs réseaux ; les honoraires de consultation auxquels ils peuvent prétendre en dépendent également.

Les centres de recherche ou d'études appartenant aux Universités publiques ou privées sont, en Amérique latine, beaucoup plus impliqués dans les réseaux de consulting, et même beaucoup plus à l'origine de certaines créations de réseaux qu'en Europe. Les professeurs/chercheurs voient donc leurs activités alterner entre des périodes d'enseignement et d'expertise/consulting.

C'est ainsi qu'un professeur auquel on fait appel pendant un temps, grâce à l'existence d'un réseau, interlocuteur majeur d'un réseau international, retourne éventuellement dans son université en diffuseur écouté d'idées ou en expert de l'opposition à ces idées. L'appartenance au réseau créé par le Lincoln Institute⁶, dont le siège est à Washington, a été un des grands promoteurs à travers nombre de grandes villes en Amérique latine de l'idée de « redensification », partout présente lorsqu'on parle de réforme urbaine et qui sous-tend l'une des conditions supposées essentielles de la bonne gouvernance : la « régularisation » ou entrée dans un statut légal du foncier urbain.

D'autres réseaux sont plus militants : le réseau *Observatorio das Metrópoles*, qui réunit des institutions publiques mais aussi des ONG, est né d'un questionnement sur le caractère discriminant que le système mondial néo-libéral fait peser sur l'évolution des villes, brésiliennes en l'occurrence : la ville des années 2000 serait productrice d'inégalités. Le réseau par adhésion à cette question de ses membres fondateurs pose donc la question suivante et travaille à sa résolution : quelle méthode expérimentale appliquée à une quinzaine de villes est-elle capable de prouver cette hypothèse ? Le réseau explore des pistes. Il se fait même international car il cherche des fonds hors des frontières du Brésil (en Allemagne, en Hollande, dans des fondations...). Il apporte un support intellectuel fort aux institutions locales dont l'adhésion se multiplie, faisant perdre quelques plumes à la rigueur de sa problématique originelle mais pas à sa réputation. Enfin, la concession qu'il fait aux institutions internationales est d'adopter un dispositif assez proche de leur outil de travail d'aujourd'hui partout mis en avant, les observatoires. Ceux-ci étant eux-mêmes organisés en GUO Net (*Global Urban Observatory Net*) qui, à l'initiative du Programme habitat des Nations unies, né en 1997, doit à la fois améliorer « la connaissance sur le développement urbain » et aider les gouvernements locaux et les organisations de la société civile à produire des « statistiques fiables » [Lopez Moreno, 2005].

Mais la production de statistiques urbaines n'est pas neutre. C'est est un outil politique utilisable de différentes façons. Ainsi, le fait d'avoir créé un observatoire

6. Il s'agit d'une fondation.

dans l'État de Mexico, qui est un État priiste (où le Parti Révolutionnaire Institutionnel est majoritaire) a soulevé l'hostilité de la mairie du District Fédéral, appartenant au Parti de la Révolution Démocratique, à l'égard de ce genre d'instance, promue par le Programme habitat des Nations unies. S'est développée à la mairie de Mexico une attitude méfiante associée à un propos très nationaliste et « endogéniste » (allant jusqu'à refuser toutes « externalités » et d'éventuels prêts internationaux) pour manifester son autonomie vis-à-vis de la mondialisation⁷. La fabrication et la circulation d'un certain type d'informations statistiques gênent les intérêts qui s'appuient avant tout sur l'ancrage territorial.

Entre les réseaux institutionnels et les réseaux militants – ces derniers composés d'individus plus que de collectifs – des passerelles existent ; c'est souvent dans le vivier des réseaux de professionnels et de militants ou de professionnels-militants animés par une sensibilité Nord-Sud-Développement durable que les instances internationales recherchent leurs experts-consultants provisoires. Même les réseaux de résistants locaux à certaines politiques ont recours à eux pour étendre leurs mobilisations. On pense ici à la rapidité de mobilisation internationale de collectifs de Sem-Têto sur le Net (appartenant au Mouvement des Sem-Têto du Brésil) par exemple, qui, risquant d'être expulsés de leurs 460 squatts du centre de São Paulo en février 2006, parviennent à récolter des milliers de signatures internationales et finalement à repousser les échéances qui pèsent sur eux.

Le pouvoir des réseaux

Le pouvoir d'un savoir à la fois lointain et accessible qui se veut garant de compétence puisqu'il a été adoubé par le réseau circule-t-il d'un pays à l'autre et/ou d'une ville à l'autre à travers cet entrecroisement de réseaux ? Oui, dans une certaine mesure, car il détient un atout incontournable : un savoir linguistique commun. Il existe des codes langagiers pour entrer dans un réseau, qu'il soit composé de collectifs ou d'individus. L'une des conditions implicites est la connaissance d'un anglais international qui a consacré l'usage et le sens de certains mots qui permettent à tous de se comprendre lorsqu'il s'agit de réflexions sur l'urbanisme, l'explosion urbaine, la gestion et les recettes (ou projets) afférentes. Tout le monde comprendra que nous faisons allusion ici à des mots qui, érigés en concepts aux États-Unis ou en Angleterre, ont déferlé sur la planète, surtout dans le monde occidental depuis deux décennies, soit *urban and human settlement, good governance, sustainable urban development*, sans oublier *gate communities* ; tout un

7. Alors que la BID était en négociation avec certaines instances impliquées dans la réhabilitation du centre de Mexico pour intervenir dans un type de programme auquel elle s'intéresse partout en Amérique latine, le gouvernement municipal d'Andrés Manuel Lopez Obrador a rompu avec la Banque au nom de l'autonomie et s'est associé au milliardaire Carlos Slim pour développer les projets de requalification.



corpus que l'on peut déconstruire à l'aide de quelques composants comme *accountability*, *amenities*, *bankability* ou encore *empowerment*. On n'oubliera pas les « actions stratégiques » ou « plans stratégiques » qui ne relèvent pas des mêmes points de départ mais plutôt du renforcement de liens entre une Espagne décentralisée et soucieuse d'aménagement du territoire et différents pays et villes d'Amérique latine⁸. Dans ce cas, l'unité de langue a facilité l'extension, l'existence et l'agilité de fonctionnement du réseau mais lui a donné une ampleur euro-latino-américaine beaucoup plus circonscrite. À l'usage d'antennes locales, ces mots anglais peuvent d'ailleurs être traduits, en particulier en espagnol et en portugais, dans une tentative délicate de conserver leur sens à la fois décalé et opérationnel.

Au-delà de ces normes et de ces savoirs partagés, il faut parfois aussi faire allégeance à l'un ou l'autre s'ils sont plusieurs, des grands fondateurs du réseau ; et cela, même si la hiérarchie est en principe bannie et même contraire, d'après les chartes d'objectifs ou un simple code (dans le cas de réseau informel), au bon fonctionnement du réseau. Ce n'est d'ailleurs pas la faiblesse du lien qui exclut, c'est le silence prolongé, la mort de la relation avec les autres, la non-manifestation, la disparition par l'oubli de la part du noyau le plus actif.

Savoir-faire, verni de savoir, carnet d'adresse, complicité/confiance, capacité de faire passer un message technique, scientifique ou même politique et militant, à une échelle locale, celle d'une institution, d'une ville ou d'une région, parce que sa validité a été reconnue par un circuit international, sont les atouts du réseau. En même temps, l'appartenance à un réseau, à une même « communauté virtuelle », pour employer le vocabulaire consacré, aide à affronter la concurrence et la rivalité avec un autre. Cette appartenance commune signifie que vous êtes autant reconnu que lui, en dehors du système hiérarchique traditionnel auquel vous soumet votre lieu de travail ou votre bureau de consultant.

Ainsi, la figure socio-technocratique nouvelle du réseau serait-elle en train de se substituer aux corporatismes et aux structures interterritoriales chargées traditionnellement eux aussi de moderniser les territoires nationaux ou les lieux⁹ ? Dans une certaine mesure, oui ; modèles urbains, diagnostic des crises urbaines

8. La notion de plan stratégique vient de l'expérience de Barcelone. Est-ce que Barcelone (à travers une diversité d'institutions et de personnes) a réussi à s'ériger en tête d'un réseau implicite Catalogne-Amérique latine (comprenant des antennes dans de si nombreuses villes qu'on ne les citera pas toutes ici), porteur et diffuseur d'un modèle qui a connu un grand succès dans les années 1990, ou s'agit-il seulement du résultat du dynamisme d'un bureau d'études créé par Jordi Borja, ancien conseiller du maire de Barcelone pendant la période de décentralisation ?

9. Dans *La fin des territoires*, Bertrand Badie [1990] montrait l'affaiblissement des pouvoirs nationaux sur leurs territoires au profit des flux et des réseaux, comme une tendance contradictoire inéluctable. Les géographes ont tendance à reprendre cette idée mais avec plus de réserves car l'expérimentation a montré que la tension spatiale/réticulaire ne s'auto-détruisait pas mais était en changement constant.

circulent dans les réseaux internationaux. On trouve les mêmes batteries de remèdes un peu partout. Les techniciens locaux ainsi que les collectivités locales sont à la fois attirés par ces savoirs et ces injonctions que les réseaux sélectionnent et vulgarisent, et inquiets de perdre leur autonomie, leur clientèle et leur prestige.

Conclusion

L'intérêt d'une analyse des réseaux de villes et des réseaux de professionnels de l'urbain ou encore des différents « acteurs » de la ville est qu'il s'agit d'une relation immatérielle qui unit des personnes ou des collectifs dont l'ambition est de conserver ou de changer l'aspect matériel des lieux signifiants. Ils échangent des savoirs, des recettes, des idées qui reposent pourtant sur des synthèses qui masquent ces signes. C'est bien là l'interrogation d'aujourd'hui. Il y a plus de quarante ans, Melvin Webber envisageait une disparition de l'urbain au sens historique que l'on donne à ce terme [1996]¹⁰. Disparition de l'urbain, retour à l'urbain, les réseaux rassurent parce qu'ils posent tous les mêmes questions et qu'ils ne laisseront pas tout seul dans les nouveaux *no man's land*. Ainsi l'appartenance aux réseaux et aux sous-réseaux de réseau semble appelée à devenir vitale ou existentielle, tant du point de vue professionnel qu'identitaire. Nous noterons pour terminer qu'en Amérique latine, les réseaux du type de ceux que nous avons décrits se multiplient et s'enchevêtrent à toutes les échelles et bien entendu leur création à l'une ou l'autre de ces échelles fait sens ; l'une des confrontations/rencontres de réseaux les plus intéressantes est celle qui a suscité le débat sur les plans stratégiques où s'opposent, d'un bout à l'autre de l'Amérique latine, les tenants et les opposants au modèle paradigmatique « Barcelone »¹¹. L'autre inquiétude est que les savoirs, les recettes et les idées véhiculées, créatrices de nouveaux signifiants et véhiculées par des réseaux et des flux difficilement contrôlables, risquent de se substituer aux instances à travers lesquelles s'exercent les pouvoirs locaux traditionnels comme les assemblées municipales (ou les *cámaras de vereadores*). Mais seuls les historiens peuvent dire dans quelle mesure tout cela est nouveau.

10. Mais Jordi Borja et Manuel Castells [1997] font encore allusion à l'éventualité de la disparition des villes dans *Local y global, la gestión de las ciudades en la era de la información*.

11. Sur une mise en cause assez polémique des « modèles » européens, voir Arantes, Vainer et Maricato [2002].



BIBLIOGRAPHIE

- ALLEGRETTI Giovanni, « The return of the caravels. Participatory budgets from South America to Europe », in NAERUS, *Urban governance, diversity and social action in cities of the South*, Venice, IUAV, 2005.
- ARANTES Otilia, VAINER Carlos, MARICATO Erminia, *A cidade do pensamento único, desmanchando consensos*, 3^e édition, Petrópolis, Editora Vozes, 2002.
- BADIE Bertrand, *La fin des territoires*, Paris, Éditions de l'École des Sciences politiques, 1990.
- BORJA Jordi, CASTELLS Manuel, *Local y global, la gestión de las ciudades en la era de la información*, Madrid, Grupo Santillana de Ediciones, 1997.
- CASTELLS Manuel, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 1991.
- GRUZINSKI Serge, *Les quatre parties du monde*, Paris, Éditions de La Martinière, 2004.
- LÓPEZ MORENO Eduardo, « Urbanización y observatorios locales », *Ciudades*, n° 68, oct.-déc. 2005.
- PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, « Villes et territoires en Amérique latine, changements de perspective ? », in PRÉVÔT-SCHAPIRA Marie-France, RIVIÈRE D'ARC Hélène (dir.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine*, Paris, Éditions de l'IHEAL, 2001.
- SASSEN Saskia, *The global city*, Boston, Princeton, 1991.
- WEBER Melvin M., *L'urbain sans lieu ni bornes*, préface et annotations de Françoise CHOAY, traduction française de l'édition de 1964, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996.

RÉSUMÉ/RESUMEN/ABSTRACT

Un réseau urbain national ou local incomplet représentait autrefois pour les géographes un trait du sous-développement. Aujourd'hui, alors que les notions d'aménagement et de planification ont perdu de leur contenu pratique, on parle plutôt de réseaux internationaux et/ou nationaux de villes et d'urbanistes qui s'associent volontairement et en principe sans hiérarchie. Les villes d'Amérique latine, par le biais de leurs collectivités locales, et les urbanistes latino-américains – opérationnels et chercheurs – adhèrent à des réseaux créés par des fondations ou par les organisations internationales. Le réseau est devenu ainsi une notion politique et un interlocuteur incontournable des pouvoirs municipaux.

En el pasado, una red urbana nacional o local incompleta representaba para los geógrafos un rasgo del subdesarrollo. Hoy en día, con la pérdida de contenido práctico de las nociones de ordenamiento y de planificación, se habla más bien de redes internacionales y/o nacionales de ciudades y de urbanistas que se asocian de manera voluntaria y sin jerarquía. Las

ciudades de América latina, a través de sus autoridades locales, y los urbanistas latino-americanos, tanto técnicos como investigadores, integran redes creadas por fundaciones u organismos internacionales. La red se ha convertido así en una noción política y un interlocutor obligado de los poderes locales.

In the past, an incomplete national or local urban network used to be considered by geographers as an underdevelopment feature. Today, since the category of town and country planning and improvements have lost their practical meaning, we rather speak of international and/or national networks of cities and of town planners who, freely and, theoretically, without hierarchy, join in partnership. The latino-american cities, through their local communities, and the latino-american town planners – both operators and researchers – join the networks created by foundations or international organisations. The network has so turned into a political category and the privileged partner of the local powers.

MOTS-CLÉS

- Réseau urbain
- Réseau de villes
- Urbanistes
- « Communautés virtuelles »

PALABRAS CLAVES

- Red urbana
- Red de ciudades
- Urbanistas
- “Comunidades virtuales”

KEYWORDS

- Urban network
- Network of cities
- Town planners
- “Virtual communities”